

Le 25 octobre 1972, le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis M. Rogers m'informait qu'on avait mentionné le Canada dans les discussions entre les Etats-Unis et le Nord Viêt-Nam sur un accommodement possible. Le 26 octobre, la radio de Hanoï révélait l'existence d'un projet d'accord en neuf points sur la paix, entre les Etats-Unis et le Nord Viêt-Nam; par la suite, le gouvernement était informé par l'entremise de son ambassadeur à Washington que des deux côtés on était d'accord sur la création d'une commission internationale qui surveillerait le cessez-le-feu et qui serait composée du Canada, de la Hongrie, de l'Indonésie et de la Pologne. Dans une conférence de presse le même jour, M. Kissinger esquissait les détails de l'accord auquel il était parvenu à Paris avec les Nord-Viêt-namiens. Plus tard dans la même journée le Premier Ministre disait que toute proposition de participation canadienne serait étudiée avec soin à la lumière des conditions qui avaient été clairement exposées à maintes reprises.

Peu après, il a semblé qu'un accord sur le cessez-le-feu au Viêt-Nam pouvait être conclu très rapidement et qu'une présence internationale quelconque pouvait être requise sur les lieux dès l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu. Cela étant, le gouvernement a annoncé le 2 novembre qu'il serait prêt, pour un temps initial, à mettre à la disposition de l'éventuelle nouvelle commission internationale les services de la Délégation du Canada près l'actuelle Commission internationale pour la Surveillance et le Contrôle au Viêt-Nam. Nous espérons que cela suffirait aux exigences de la situation jusqu'à ce que la conférence internationale, prévue par le projet d'accord sur le cessez-le-feu, puisse permettre au Canada ainsi qu'aux parties intéressées de définir quel rôle, si rôle il dût y avoir, le Canada pouvait entreprendre.

Ce qui nous est proposé et ce que nous étudions depuis lors est un dispositif, incorporé dans un Protocole signé par les Parties à l'accord, qui pourrait entrer en fonction avant la conférence et qui pourrait continuer après celle-ci. Nous avons donc cherché auprès des gouvernements intéressés